

Logements sociaux.

EPURATION SOCIALE?

Il y a maintenant plus d'un an que le maire de Mantes-la-Jolie refuse de communiquer à notre élu la liste des reconstructions des logements sociaux après les destructions. Qu'en est-il réellement?

Non seulement plusieurs années après les destructions, les reconstructions sont toujours en cours officiellement mais elles se sont faites au plus haut niveau permettant de conserver l'étiquette "logement social": les PLUS (ceux-là même que la fondation Abbé Pierre refuse de reconnaître comme logement social avec raison compte-tenu du niveau des loyers). Les PLAI ("très sociaux" comme le dit la dénomination officielle) ne représentant eux qu'à peine 10%.

Quant à l'argument défendu par Michel Vialay pour justifier "la pause dans les reconstructions" (le retard pris dans le nouveau programme de rénovation urbaine), c'est à nouveau un mensonge puisqu'il ne s'agirait là que de casser à nouveau du logement social en attendant une hypothétique reconstruction.

UNE VÉRITABLE ÉPURATION SOCIALE.

C'est donc bien à une épuration sociale qui ne veut pas dire son nom à laquelle se livrent, depuis l'élection de Pierre Bédier en 1995 comme maire de Mantes-la-Jolie, les différents maires de droite qui se succèdent: Pierre Bédier, Michel Sevin et Michel Vialay.

Une épuration sociale ruineuse en outre pour la ville de Mantes-la-Jolie à bien des égards.

Sur le coût de cette prétendue "rénovation urbaine" pour la ville elle-même: 10% du coût soit plus de 30 millions d'euros en 10 ans.

Sur les recettes d'impôts locaux. En cassant ainsi des centaines de logements sociaux, c'est aussi le même nombre de recettes d'impôts locaux qui ont fait défaut à la Ville (d'où une première augmentation de 8,5% des impôts en 2009 suivie de 23% en moyenne l'année suivante au détriment d'ailleurs des moins fortunés).

Sur la voie laissée libre aux promoteurs privés. Pour "récupérer" ces recettes, le Maire et sa majorité de droite ont - de fait - donné carte blanche aux promoteurs privés afin de construire où ils le souhaitent. Le dernier avatar en étant "l'ex maison du Sous-préfet" transformée en hôtel trois étoiles (puis en ... rien) et la modification d'un carrefour devenu accidentogène.

... Et on pourrait allonger la liste ...

ETATS-UNIS.

QUI A FAIT L'ÉLECTION DE DONALD TRUMP ?

Quatre candidats étaient en lice, même si peu de médias s'en sont fait écho.

Avec 47% des voix contre 48% pour H. Clinton, D.Trump a été élu 45^{ème} Président des Etats-Unis.

Car dans cette grande « démocratie », personne ne remet en cause le fait que ce sont les grands électeurs qui décident – et non les citoyens. 270 d'entre eux auraient suffi, mais 306 sur 538 ont choisi le Républicain milliardaire.

Si les Républicains et les Démocrates diffèrent dans leurs publics et leurs tactiques, tous deux sont à la disposition de leurs

BILLET



NE PAS SE RESIGNER, AGIR.

La convention liant la clinique privée d'Evrecquemont pour la cardiologie interventionnelle a été abrogée au profit de l'hôpital public de Poissy.

Le comité Cœur.Hôpital.Mantes – avec 30.000 signataires, 300 élus – y est pour beaucoup alors que directeur de l'ARS, gouvernements privilégiaient le privé.

Mais notre hôpital a aussi perdu beaucoup de ses moyens d'actions et de proximité.

Au-delà des illusions électorales, c'est la mobilisation des citoyens qui sera déterminante pour que le droit pour tous à la santé devienne une réalité.

Marc Jammet Conseiller municipal PCF

En savoir davantage: www.marccjammet.fr

« bailleurs de fonds » pour conforter le business à grande échelle.

Au lendemain de cette élection, le Dow Jones bat d'ailleurs un record historique!

Aujourd'hui le système a choisi celui qui se présentait comme un anti-système pour dévoyer la colère des véritables causes de la dégradation des conditions de vie et de travail de plus en plus d'Américains.

Raciste, isolationniste, diviseur, Trump applique des méthodes réactionnaires comme en témoigne la signature de ses premiers décrets: arrêt de la couverture sociale pour les plus pauvres; édification du mur entre le Mexique et les Etats-Unis; nomination « d'hommes d'affaires » aux postes clés; interdiction d'entrée sur le territoire américain pour les ressortissants de 7 pays de religion musulmane...

Il y a des lendemains de « gueule de bois », mais heureusement des millions de voix s'élèvent dans le monde pour refuser cet état de fait et rejeter ses admirateurs outre-Atlantique.



L'OPINION DES COMMUNISTES

Mantes-la-Jolie, Mantes-la-Ville, Rosny, Buchelay, Magnanville

Numéro 76. Février-Avril 2017

NE LAISSONS PAS CASSER LE SERVICE PUBLIC

La droite et son extrême (le Front national) n'ont pas de mots assez durs pour fustiger les services publics...



Des services publics qui, à les entendre, seraient coupables de tous les maux: inefficacité et gouffre financier ...

Voir en pages 2 et 3



Services publics : FACTEURS D'ÉGALITÉ, DE SOLIDARITÉS

Par Armelle Hervé, secrétaire de la section de Mantes-la-Jolie du PCF

Depuis des années sévit le même discours CONTRE les services publics : trop chers, inefficaces, ringards ...

Mais c'est quoi un service public ?

Une organisation territoriale de grands secteurs de la puissance publique (éducation, santé, énergie, transports, communication ...) au service de l'intérêt général, financée par les impôts.

Elle assure l'égalité d'accès et de traitement pour chacun, selon ses besoins et non pas selon ses moyens.

C'est pourquoi la réduction de la masse salariale impacte chacun de nous par des dégradations multiples.

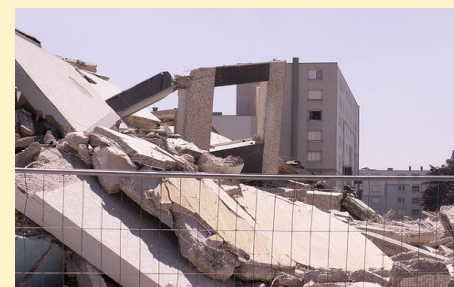
Elle fragilise l'édifice public et accroît les inégalités.

Ces derniers mois, les personnels se sont mobilisés dans la Région mantaise: à l'hôpital et à La Poste contre des réorganisations de travail les pressurant; dans les établissements scolaires en zone sensible pour des moyens supplémentaires; à EDF Porcheville pour poursuivre la production énergétique; à la SNCF pour la défense du fret de marchandises, aux centres de Sécurité sociale de Bonnières et Limay pour défendre la proximité avec la population ...

Derrière ces mouvements pour l'emploi et les conditions de travail, c'est toujours pour le bien commun, la qualité du service rendu pour chacun de nous.

C'est pour cela que les luttes gagneront à se développer et à obtenir notre soutien d'usager.

MANTES-LA-JOLIE



LOGEMENTS. EPURATION SOCIALE?

Voir page 4

NE LAISSONS PAS CASSER LE SERVICE PUBLIC

◆ HÔPITAL DE MANTES. SUPPRESSIONS DE POSTES ET HEURES SUPPLÉMENTAIRES.

150 à 200 suppressions d'emploi en 2016, c'est le bilan du « plan de redressement » mis en place à l'hôpital de Mantes suite à un déficit largement surévalué.

Dans le même temps, la direction de l'hôpital a obtenu l'autorisation de dégager des fonds pour rémunérer des heures supplémentaires.

Un symbole, ici et dans un service public, des heures supplémentaires utilisées contre l'emploi et, pour l'hôpital, des intérêts des patients confrontés à la pénurie de personnels et aux mauvaises conditions de travail.

De quoi donner à réfléchir sur les propositions des candidats à la présidentielle proposant de détaxer les heures supplémentaires alors que, pour répondre aux besoins, il faut donner les moyens d'embaucher et d'augmenter les salaires.

◆ MANTES-LA-VILLE. LES PARENTS EN RECHERCHE D'EMPLOI PRIVÉS DE CRÈCHE MUNICIPALE.

C'est la décision qu'a prise la majorité Front national et qui révèle le mépris de classe de ce parti raciste. Un mépris de classe qui favorise également la création de crèches privées. Charité bien ordonnée commence par ... ses amis les patrons?

◆ L'extrême-droite à Mantes-la-Ville en rêvait, la droite à Mantes-la-Jolie arme la police municipale.



La majorité de droite vient de décider d'armer la police municipale à Mantes-la-

Jolie. Une décision coûteuse mais aussi dangereuse, les exigences de formation des policiers municipaux n'étant pas les mêmes que pour la police nationale. Une décision qui permet enfin à la droite de ne pas réclamer trop fort un renforcement de la police nationale de proximité (qu'elle ne compte pas mettre en place même si elle parvient au pouvoir). Une décision enfin qui ouvre une brèche au Front national pour faire de même. Celui-ci s'était déjà prononcé pour, la droite montre la voie à son extrême.

(Suite de la page 1)

La droite et son extrême (*le Front national*) n'ont pas de mots assez durs pour fustiger les services publics.

Des services publics qui, à les entendre, seraient coupables de tous les maux: inefficacité et gouffre financier.

Ce qu'ils ne disent pas, c'est qu'ils veulent les remplacer partout où ils le peuvent par des entreprises privées plus soucieuses évidemment de rentabilité financière que de satisfaction des besoins des usagers.

En ce domaine comme dans beaucoup d'autres, malheureusement le PS et les verts au pouvoir non seulement n'ont jamais remis en cause une seule privatisation mais ils ont « préparé le terrain » pour de nouvelles attaques.

LE GOUFFRE FINANCIER ET ÉCOLOGIQUE, CE SONT LES PRIVATISATIONS.

Il en est ainsi du domaine de la santé.

A coups de remboursements de la sécurité sociale, de regroupements et de fermetures de services hospitaliers, de diminutions de personnel ... c'est l'accès pour toutes et tous aux soins de qualité qui est remis en cause.

Mais la cure d'austérité n'est pas pour tout le monde.

Si la sécurité sociale rembourse de moins en moins les patients; finance de moins en moins les hôpitaux, elle se montre beaucoup moins intransigeante avec



Hôpital de Mantes. Entre 150 et 200 suppressions de postes en 2016. Ce sont d'abord l'offre et la qualité des soins qui ont été mises en cause avec un service d'urgences régulièrement saturé malgré le dévouement du personnel.

les laboratoires pharmaceutiques privés.

Ceux-ci, selon « Médecins du monde », vont jusqu'à facturer des traitements 400 fois leur coût de production!

Il en est ainsi en général de la sacro-sainte mise en concurrence que veut nous imposer l'Union européenne.

Ces orientations se traduisent pour la SNCF, par exemple, par l'abandon des lignes dites secondaires et du transport de marchandises (*fret*) au profit des entreprises privées et du « tout routier » (*ponds lourds*, « cars macrons ») dont les dégâts écologiques ne sont pourtant plus à démontrer.

RÉPONDRE AUX BESOINS, C'EST DÉFENDRE ET ÉLARGIR LE SERVICE PUBLIC

Au contraire de ces orientations, les droits pour tous à la santé, à l'éducation, à l'énergie, au transport ...

appellent un développement des services publics. Comme la nationalisation du secteur bancaire afin que notre pays se donne les moyens d'une politique progressiste.

Au-delà des illusions électorales qui visent à masquer l'essentiel, c'est la mobilisation des salariés, des citoyens qui, par leurs luttes, pourra créer ce rapport de forces nécessaire pour changer réellement cette société inégalitaire.

Pour la part qui leur revient, les communistes y contribueront.

LES « ARNAQUES IDÉOLOGIQUES »



À la fin des années 80, le gouvernement socialiste avait justifié la disparition de certains services publics par la nécessité d'un « seul cœur de métier » pour une entreprise publique.

C'est ainsi qu'on a découpé les PTT en La Poste et France Télécom (*devenu Orange*), EDF et GDF (*devenue Engie avec la multinationale Suez*).

Qu'en est-il aujourd'hui?

La Poste (*pratiquement privatisée*) propose des forfaits mobiles en concurrence avec Orange, Engie de l'électricité et EDF ... du gaz.

◆ LA DROITE PRIVATISE L'OPIEVOY.

La loi ALUR impose dorénavant qu'un office HLM ne peut être géré que par une seule collectivité territoriale. L'OPIEVOY, qui recouvrait trois départements (*Essonne, Val d'Oise, Yvelines*), était donc directement concerné. Du coup, dans un petit jeu politique savamment orchestré avec la complicité de la ministre du logement (*Emmanuelle Cosse ex EEL-les Verts*) la Région Ile-de-France (*la seule collectivité locale pouvant gérer l'office*) refuse de le faire, signant la mort de l'OPIEVOY. Pour ce qui concerne les Yvelines et l'Essonne, les deux départements créent une société anonyme (*Les Résidences*) dont la forme juridique permettra l'entrée au capital d'actionnaires privés. Parmi ceux-ci, Action Logement. Comme par hasard, le Conseil de surveillance de la nouvelle société HLM sera présidé par Raphaël Cagnet (*maire-adjoint de Mantes-la-Jolie*). Quant à Action Logement, elle vient d'annoncer qu'elle vendra chaque année 1% de son patrimoine pour acquérir du « logement intermédiaire » dans les « zones tendues ».

◆ MEGABUS. UN FIASCO NOMMÉ MACRON.



175 salariés ont fait les frais des « bus Macron ». Leur entreprise, qui ne respectait pas la loi (14 heures d'amplitude pour les salariés qui dormaient

sur les parkings), a fini par déposer le bilan.

◆ VIVARTE. 45 MILLIONS DE FONDS PUBLICS ET 2.000 EMPLOIS SUPPRIMÉS.

L'enseigne, qui possédait entre autres les chaussures André, La Halle aux Vêtements ..., a ainsi perçu 45 millions d'euros de fonds publics au titre du « Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) depuis 2013. Ce qui ne l'a pas empêché d'annoncer 2.000 suppressions d'emploi sans que le gouvernement ne lui réclame quoi que ce soit. Cela renforce la proposition des communistes de stopper au plus vite l'attribution de fonds publics sans contrepartie ainsi que d'un moratoire immédiat des licenciements bourgeois.

EXPLOITATION CHÔMAGE MISÈRE ASSEZ !

REDONNONS SA RAISON D'ÊTRE AU PCF

J'ADHÈRE À LA SECTION DE MANTES LA JOLIE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS.

Nom, prénom..... Adresse

Ville.....Tél..... Email.....

Envoyer à **PCF Mantes la Jolie, Boite postale 71524. 78205 Mantes-la-Jolie.** E-mail: pcfmlj@orange.fr

S'organiser, lutter ...

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS MANTES-LA-JOLIE

RETROUVEZ-NOUS SUR INTERNET

<http://pcfmaneslajolie.over-blog.com>

Sur facebook: www.facebook.com/pcfmaneslajolie

Pour nous écrire: pcfmlj@orange.fr